

# Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

## PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 2 JUIN 2014 à 20 Heures

**Présents** : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Mesdames **CASU Odile**, **DUFAIX Marylène**, **CHAMBIOT-PONCET Soizick** Adjointes, Mrs **BOULEUC Yves**, **LABBE René**, **DUVAL Yvonnick**, Adjoints – Mmes **BRÉVAULT Chantal**, **ENEL-REHEL Rozenn**, **MALOIZEL Madeleine**, **MAZEAU Laurence**, **MÉNARD Patricia**, **VILLENEUVE Catherine** Conseillères Municipales, Mrs **COURDENT Stéphane**, **GIZARD Rémy**, **JENOUVRIER Stéphane**, de la **PORTBARRÉ Dominique**, **LEMONNIER Philippe**, **LESAGE Samuel**, **LESNÉ Loïc**, **PLIHON Sébastien**, **SIGURET Jérôme**, Conseillers Municipaux.

**Absents excusés** : Madame **LE SCORNET Sylvie**, Conseillère Municipale, a donné pouvoir à Monsieur **COURDENT Stéphane**, Conseiller Municipal. Madame **LEPAIGNEUL Virginie**, Conseillère Municipale, a donné pouvoir à Monsieur **LABBE René**, Adjoint. Madame **PERRIGAULT Chantal**, Conseillère Municipale, a donné pouvoir à Madame **MAZEAU Laurence**, Conseillère Municipale, Madame **THOMAS Huguette**, Conseillère Municipale, a donné pouvoir à Madame **CASU Odile**, Adjointe et Monsieur **VUILLAUME Michel**, Conseiller Municipal, a donné pouvoir à Monsieur **BERNARD René**, Maire.

**Secrétaire de séance** : Monsieur **LESAGE Samuel**, Conseiller Municipal.

**Procès-verbal de la séance du 28 Avril 2014** : Aucune observation n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 28 Avril 2014 est adopté à l'unanimité.

### **FINANCES**

#### **2014.069 – Participation pour l'assainissement collectif**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, indique qu'il y a lieu d'examiner le montant de la participation pour l'assainissement collectif (P.A.C) en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

La commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » propose de ne pas revaloriser cette participation et de la conserver à son niveau actuel.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 CONTRE : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents**

- **DÉCIDE** de maintenir le montant de cette participation à 1 036.00 €,
- **DIT** que la participation pour l'assainissement collectif s'effectuera sera appliquée comme suit : *montant forfaitaire de 1 036.00 € par bâtiment ou immeuble raccordé, majoré de 1/3 par appartement ou logement supplémentaire.*
- **RAPPELLE** que le fait générateur de la P.A.C est le raccordement au réseau collectif.

#### Observation :

Monsieur le Maire précise que des contrôles pourront être réalisés par les services fiscaux pour vérifier l'exactitude des déclarations et l'effectivité des travaux.

#### **2014.070 - Noël des enfants des écoles**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, rappelle que le montant de cette participation était de 8.50 € par élève et par école pour l'année 2013. La commission « «Vivre à Saint-Méloir des Ondes » propose de reconduire ce montant pour l'année 2014.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 CONTRE : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de maintenir cette participation à 8.50 € par élève et par école, pour l'année 2014
- **CHARGE** les directions des deux écoles de procéder, au moment opportun, aux acquisitions correspondantes. Une délibération ultérieure stipulera le nombre exact d'élèves par école.

#### **2014.071 – Salle des associations « La Vallée Verte »**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, présente les tarifs appliqués à la salle et précise que la commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » propose de maintenir ceux-ci à leur niveau actuel, à savoir :

- 60.00 € (tarif Commune)
- 100.00 € (tarif hors Commune)

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

**FIXE** comme suit les tarifs de location de la salle des associations « La Vallée Verte » pour 2014 :

60.00 € (tarif Commune - 1 journée)  
100.00 € (tarif hors Commune - 1 journée)

**DIT** que ces tarifs s'appliquent aux syndics, notaires, autres organismes ou assemblées hors associations.

#### **2014.072 - Concessions cimetière**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, présente les tarifs pratiqués et précise que la commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » propose de maintenir ceux-ci à leur niveau actuel, à savoir :

Concession de 2 m <sup>2</sup> - 30 ans	350.00 €
Concession de 4 m <sup>2</sup> - 30 ans	700.00 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DÉCIDE** de fixer comme suit les tarifs de concessions du cimetière pour l'année 2014, à savoir :

Concession de 2 m <sup>2</sup> - 30 ans	350.00 €
Concession de 4 m <sup>2</sup> - 30 ans	700.00 €

#### **2014.073 - Columbarium et cavaurnes – Tarifs**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, présente les tarifs pratiqués et indique que la commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » propose de conserver les tarifs appliqués en 2013, à savoir :

<b>Columbarium :</b>	10 ans : 440 €	/	20 ans : 800 €
<b>Cavaurnes :</b>	10 ans : 390 €	/	20 ans : 750 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DÉCIDE** de fixer comme suit les tarifs du columbarium, pour l'année 2014 à savoir :

<b>Columbarium :</b>	10 ans : 440 €	/	20 ans : 800 €
<b>Cavaurnes :</b>	10 ans : 390 €	/	20 ans : 750 €

#### **2014.074 - Photocopies**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, indique qu'il y a lieu de fixer les tarifs des photocopies pour 2014 et ajoute que la commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » propose de maintenir ceux-ci à leur niveau actuel.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, fixe comme suit les tarifs des photocopies pour 2014 :**

<b>FORMAT A4</b>	Recto :	0.30 €	Recto/Verso :	0.60 €
<b>FORMAT A3</b>	Recto :	0.60 €	Recto/Verso :	1.20 €

**Photocopies de documents administratifs : 0.18 € (le format A4)**

**2014.075 – Fax**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux finances, indique qu'il y a lieu de fixer le tarif pour l'envoi de fax par les particuliers et précise que la commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » propose de maintenir à son niveau actuel, à savoir : 0.50 € (1 page d'envoi + accusé réception).

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DÉCIDE** de maintenir le prix du fax à 0.50 € (1 page d'envoi + accusé réception).

**2014.076 - Tennis pour juillet et Août 2014**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, indique qu'il y a lieu de fixer les tarifs pour 2014 et précise que la commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » propose de les maintenir à leur niveau actuel.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, FIXE** comme suit les tarifs du tennis pour les mois de Juillet et Août pour l'année 2014 :

**- Pour les Méloriens**

Adultes.....	5.00 €
Enfants (-12 ans).....	4.00 €

**- Hors Commune**

Adultes.....	11.00 €
Enfants de -12 ans.....	5.00 €

**2014.077 - Tennis détente**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, indique qu'il y a lieu de fixer les tarifs tennis détente pour 2014.

La commission « Vivre à St-Méloir » propose de maintenir les prix horaires actuels.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, FIXE** comme suit les tarifs horaires du tennis détente pour l'année 2014.

**- Pour les Méloriens**

Adultes.....	5.00 €
Enfants (-12 ans).....	4.00 €

**- Hors Commune**

Adultes.....	11.00 €
Enfants de -12 ans.....	5.00 €

**2014.078 - Taxe de séjour**

Monsieur Yve BOULEUC, Adjoint aux Finances, expose que la commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » propose de maintenir les tarifs de la taxe de séjour à leur niveau actuel.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 CONTRE : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, FIXE** comme suit les tarifs de la taxe de séjour pour l'année 2014 :

Types et catégories d'hébergement	TARIF
Hôtel de tourisme 4 étoiles et 4 étoiles luxe, résidences de tourisme 4 étoiles meublés de tourisme 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements de caractéristiques (4/5 clés ou épis)	<b>0.70 € par personne/nuitée</b>
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes (3 clés ou épis)	<b>0.50 € par personne/nuitée</b>
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, villages de vacances de catégorie grand confort et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes (2 clés ou épis)	<b>0,50 € par personne/nuitée</b>
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile villages de vacances de catégorie confort et tous les autres établissements d caractéristiques équivalentes (1 clé ou épi)	<b>0,30 € par personne/nuitée</b>
Hôtels de tourisme classés sans étoile et tous les autres établissements de caractéristiques équivalentes	<b>0,30 € par personne/nuitée</b>

#### **2014.079 – Cirques**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux Finances, déclare qu'il convient d'instaurer un forfait « Eau et Electricité » pour les cirques qui souhaitent s'installer sur la commune. Il propose de fixer ce forfait à 50.00 € (*pour séjour de 3 jours maximum*), étant précisé que ce forfait sera payable avant toute installation.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 CONTRE : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de fixer le forfait « eau et électricité » (*pour séjour de 3 jours maximum*) pour les cirques à 50.00 €,
- **DIT** que ce forfait sera payable avant l'installation.

#### **2014.080 - Tarifs du restaurant scolaire – Rentrée scolaire 2014-2015**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux finances, demande à l'assemblée de fixer les tarifs du restaurant scolaire pour la rentrée scolaire 2014-2015.

Il précise qu'en vertu du décret n° 2006-673 du 29 juin 2006, les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge.

La commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » propose de maintenir les tarifs à leur niveau actuel.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 CONTRE : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE** de fixer comme suit les tarifs **du restaurant scolaire** pour la rentrée scolaire 2014/2015 :

Catégorie	Tarifs
Ticket maternelle	3,30 €
Ticket maternelle (3ème enfant)	2,85 €
Ticket primaire	3,40 €
Ticket primaire (3ème enfant)	3,10 €
Repas instituteurs et professeurs des écoles	5,45 €

Pour rappel, le prix de revient d'un repas servi en 2013 s'établit à 4,93 euros, dont 1,52 € pris en charge par la commune.

#### **2014.081 - Tarifs de garderie – Rentrée scolaire 2014-2015**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux finances, indique qu'il y a lieu de fixer les tarifs de la garderie pour la rentrée scolaire 2014-2015. I

Il précise que la commission «Vivre à Saint-Méloir des Ondes » propose de ne pas revaloriser les tarifs pour la rentrée scolaire 2014-2015.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27

CONTRE : 0

Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE** de fixer comme suit les **tarifs de garderie** pour l'année 2014/2015.

TRANCHES HORAIRES	Tarifs
Matin de 7h15 à 9h00	1,21 €
Matin de 7h15 à 9h00 (3ème enfant)	0,91 €
Soir de 16h30 à 18h00	1,47 €
Soir de 16h30 à 18h00 (3ème enfant)	1,11 €
Soir de 18h00 à 19h00	1,01 €
Soir de 18h00 à 19h00 (3ème enfant)	0,60 €

#### **2014.082 – Affectation du produit de la taxe de séjour 2013**

Monsieur Yves BOULEUC, adjoint aux finances, rappelle que la commune perçoit chaque année une recette au titre du produit de la taxe de séjour.

Cette taxe est payée par le touriste qui loge dans un hôtel, une location saisonnière, une chambre d'hôte, un camping ou un port de plaisance. Elle est due pour chaque nuit passée et est directement réglée au logeur.

En 2013, le produit encaissé par la commune s'est élevé à 21 822 euros.

Il est proposé au conseil municipal d'affecter cette recette, comme le préconisent les textes, à des dépenses liées à la promotion touristique.

L'affectation pourrait être la suivante :

- Règlement de la cotisation due au Groupement d'Intérêt Touristique (G.I.T.) pour 5 850,48 euros
- Pour l'affectation du produit restant, il sera demandé à la commission « Economie – Tourisme » de travailler sur la conception de 2 panneaux R.I.S. (*réseaux informations services*) sur lesquels pourraient figurer une carte communale et des informations pratiques pour les visiteurs (*services, hébergements...*)

Monsieur le Maire indique que dans le cadre de l'aménagement du bourg, l'installation de deux panneaux de ce type avait été prévue : un aurait trouvé place au niveau de la place de la Mairie, l'autre sur la place du Souvenir.

Monsieur Dominique de LA POPRTBARRE, délégué communal auprès du G.I.T., déclare qu'il est possible de solliciter le G.I.T pour l'aide à l'acquisition de ce type de mobilier.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27

CONTRE : 0

Abstention : 0

#### **Le Conseil Municipal**

- **SE DECLARE favorable** à l'affectation du produit de la taxe de séjour, telle que présentée ci-dessus,
- **SOLLICITE** le financement du Groupement d'Intérêt Touristique du Pays de la Baie du Mont Saint-Michel pour l'acquisition de ce mobilier à objet touristique.

---

#### Observations :

- *Monsieur Philippe LEMONNIER, conseiller municipal, fait observer que la ville a pris du retard dans l'installation de panneaux d'informations touristiques, ce qui a pu paraître dissuasif et retarder les acquittements de taxe de séjour par les logeurs.*
  - *Monsieur le Maire répond que la commune a toujours porté attention à la promotion du tourisme sur son territoire et que ces efforts ont d'ailleurs été reconnus par le GIT. La ville ne rencontre par ailleurs pas de difficulté particulière dans le recouvrement du produit de la taxe de séjour, hormis quelques cas très isolés pour lesquels il conviendra de mettre en œuvre les moyens de recouvrement nécessaires.*
- 

#### **2014.083 – Demande de garantie d'emprunts par la SA HLM La Rance (Résidence Place du Marché 2 »**

Entendu l'exposé de Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint aux finances,

VU la demande formulée par la SA La RANCE, sise à SAINT-MALO (35401), 31 bd des Talards, BP 1 - tendant à réaliser la construction de 3 logements locatifs sociaux à SAINT-MELOIR des ONDES, sis Résidence de « Place du Marché 2 », VU le rapport établi par la SA La RANCE et concluant à garantir le Prêt Locatif Aidé d'Insertion (PLAI) de 58 347.00 €€ et le Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) de 95 197.00 € de la Caisse des Dépôts et Consignations, VU les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, VU l'article 2298 du Code Civil,

Vu le contrat de prêt n° 9283 en annexe signé entre SA HLM LA RANCE ci-après l'emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations ;

Après en avoir délibéré et après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 26

Contre : 0

Abstention : 1

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL décide ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'assemblée délibérante de la Commune de SAINT-MELOIR des ONDES accorde sa garantie d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt n° 9283 dont le contrat est joint en annexe lequel fait partie intégrante de la présente délibération souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières du prêt et aux charges et conditions du contrat en annexe.

#### **Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 3** : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

---

#### Observations :

- *Monsieur René BERNARD, Maire, rappelle que la commune avait adressé, avant les échéances électorales, un courrier à Monsieur le Président de Saint-Malo Agglomération concernant les garanties d'emprunts que les communes sont tenues d'accorder aux bailleurs sociaux pour leurs opérations de construction. Les*

garanties portent en effet, pour les villes en phase de rattrapage de logements sociaux comme Saint-Méloir des Ondes, sur des montants financiers très importants. L'agglomération, dans le cadre de sa compétence en matière de Plan Local d'Habitat, a prévu de se saisir du sujet.

- Monsieur René LABBE, Adjoint, précise qu'il a été demandé aux bailleurs sociaux de fournir leurs documents financiers à l'appui de leur demande. Monsieur le Maire précise que tel est bien le cas.
- Monsieur René LABBE, Adjoint, indique qu'à l'avenir, il s'abstiendra de voter sur les demandes de garantie, ceci tant que Saint-Malo Agglomération ne se sera pas déterminé sur le sujet.

#### **2014.084 – Contrat d'association de l'Ecole Privée – Fixation de la participation 2014**

(Monsieur Yvonnick DUVAL, adjoint, quitte la séance pendant l'examen et le vote de cette question.)

Monsieur Yves BOULEUC, adjoint aux finances, rappelle que dans le cadre du contrat d'association qui a été approuvé en l'an 2000, la participation communale versée annuellement à l'OGEC doit être la suivante : *coût de revient moyen réel d'un élève de l'école publique (année N-1) multiplié par le nombre d'élèves de l'école privée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année.*

Afin que l'OGEC puisse faire face à ses frais de fonctionnement courants (*salaires et charges des ATSEM et agents d'entretien, frais d'entretien des bâtiments de l'école privée Saint-Joseph...*), le conseil municipal, par délibération du 3 février 2014, avait voté un 1<sup>er</sup> acompte 2014. Cet acompte correspondait à 50% de la somme allouée en 2013, soit 143 667 € : 2 = 71 833,50 €.

A partir des éléments de coût de revient d'un élève de l'école publique (*année 2013*), il convient désormais de déterminer le montant de la participation que la commune devra verser à l'OGEC au titre de l'année 2014.

Après présentation des éléments intervenant au calcul, il ressort que le coût de revient moyen réel d'un élève de l'école publique pour l'année 2013 s'établit comme suit :

- Elève de maternelle : 1 073,38 euros
- Elève de primaire : 290,41 euros

Soit une application aux effectifs du 1<sup>er</sup> janvier 2014 de l'école Saint-Joseph :

- Maternelle	: 95 élèves x 1 073,38 €	=	101 971,10 €
- Primaire	: 145 élèves x 290,41 €	=	42 109,45 €
TOTAL de la PARTICIPATION 2014			= <u>144 080,55 €</u>

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 26                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

#### **Le Conseil Municipal**

- **DECLARE** que le montant de la participation due à l'OGEC au titre du contrat d'association s'établit à la somme de 144 080,55 euros pour l'année 2014,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder au mandatement du solde de cette participation (*soit la somme de 144 080,55 € - 71 833,50 € = 72 247,05 €*) dans les conditions prévues au contrat.

#### **2014.085 – Mandat de paiement – Délibération de régularisation**

Monsieur Yves BOULEUC, adjoint aux finances, rappelle que par délibération du 3 juin 2013, le conseil municipal avait autorisé le Maire à créer une régie de recettes temporaire destinée à recevoir les produits et libéralités (*dons des entreprises*) qui parviendraient à la collectivité dans le cadre de l'inauguration du bourg.

Ces produits ont été affectés à l'organisation et à l'achat des lots de la tombola, dont le 1<sup>er</sup> prix était un séjour en Croatie pour 2 personnes en formule tout inclus.

La collectivité doit désormais régler le prix de ce séjour (*du 14 au 26 juin 2014*), commandé auprès de l'agence « ABC Voyages » (*Saint-Malo*), soit la somme de 1 538 euros.

Ce paiement intervenant de façon différée sur l'année budgétaire 2014, la Trésorerie de Cancale demande à l'assemblée de produire une délibération spécifique autorisant le paiement du séjour.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : CONTRE : 0 Abstention : 0

#### Le Conseil Municipal

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder au règlement du séjour en Croatie (1 538 € - 2 personnes en formule tout inclus), qui représente le 1<sup>er</sup> prix de la tombola organisée à l'occasion de l'inauguration du bourg en septembre 2013,
- **DIT** que le paiement sera effectué à l'ordre de l'Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme (APST), domiciliée 15 avenue Carnot – 75017 PARIS, ceci compte tenu de la liquidation judiciaire de la société ABC Voyage (Saint-Malo).

#### NOUVEAUX PROGRAMMES

##### **2014.086 – Extension du complexe sportif – Procédure pour la désignation d'un maître d'oeuvre**

Monsieur le Maire rappelle qu'un programme d'investissement a été ouvert au budget primitif 2014 pour l'opération d'extension du complexe sportif, laquelle fait également l'objet d'une inscription au contrat de territoire. Un accord de subvention du Conseil Général a été obtenu pour un montant de 220 490 euros.

Il rappelle que sous le mandat précédent, le groupe de travail chargé des salles avait auditionné l'ensemble des associations sportives de façon à recenser leurs besoins en matière d'équipements.

A l'issue de ce recensement, le conseil municipal, dans sa séance du 3 décembre 2012, avait pris connaissance des évolutions attendues en termes de conditions d'exercice et avait retenu le programme suivant :

*extension du complexe sportif avec construction d'un dojo répondant aux normes régionales, d'une salle multi-activités modulaire d'environ 300 m<sup>2</sup> et d'un hall d'accueil.*

Il présente à l'assemblée l'esquisse de l'avant-projet réalisé en interne et indique qu'afin de progresser dans cette réalisation, il est nécessaire de s'adjoindre les services d'un prestataire de maîtrise d'œuvre.

Il indique que la commission « bâtiments » aura la charge d'assurer la mise à jour du projet et son évolution conjointement avec le cabinet d'architecte désigné pour l'opération.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 CONTRE : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité, AUTORISE** Monsieur le Maire à engager une procédure de consultation, sous la forme adaptée, en vue de la désignation d'un maître d'œuvre pour l'opération d'extension du complexe sportif,

#### Observations :

- Monsieur Sébastien PLIHON, conseiller municipal, fait remarquer que l'appellation de « dojo répondant aux normes régionales » ne signifie pas que l'équipement sera en capacité de recevoir des compétitions de niveau régional, du fait notamment de l'impossibilité de recevoir un public important. Monsieur le Maire répond que la Fédération Française de Judo édicte effectivement les normes, mais que le dimensionnement du dojo tel que prévu convient aux besoins du club de judo de Saint-Méloir des Ondes.
- Monsieur Samuel LESAGE, conseiller municipal, indique qu'il faudra veiller à une bonne insertion de la nouvelle construction dans son environnement et prendre en compte les possibilités qui s'offrent à la collectivité en termes d'innovation (urbanisme, énergie durable....). Monsieur le Maire répond que cela sera évidemment le cas. Le projet sera, par ailleurs, étudié par la commission des travaux avant présentation au conseil municipal. Il précise qu'il y aura lieu de rester dans l'enveloppe prévue au contrat de territoire.

##### **2014.087 – Aménagement des rues d'Emeraude, du Clos Poulet et de la zone de La Madeleine (programme Qualiparc) – Procédure pour la désignation d'un maître d'œuvre**

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de son programme de mandature, le conseil municipal a prévu d'aménager les entrées de l'agglomération, notamment le secteur des rues d'Emeraude, du Clos Poulet et de la zone de La Madeleine (programme Qualiparc).

Il présente à l'assemblée le périmètre concerné par le futur aménagement, sachant que la commune dispose déjà d'éléments sommaires d'études pour celui-ci.

L'aménagement devra respecter la philosophie générale retenue pour la rénovation du centre bourg, à savoir : la sécurité, limitation de la vitesse et la facilité des déplacements pour tous.

Afin de pouvoir progresser et passer en phase de réalisation, il convient à présent d'autoriser le lancement d'une procédure de désignation d'un maître d'œuvre en charge de cette opération urbaine.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 CONTRE : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal**, à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager une procédure de consultation, sous la forme adaptée, en vue de la désignation d'un maître d'œuvre pour l'opération d'aménagement ci-dessus désignée.

-----  
Observation : *Monsieur Samuel LESAGE, conseiller municipal, fait remarquer qu'il sera nécessaire d'intégrer au projet les adaptations utiles liées aux activités économiques du secteur, ceci pour une bonne gestion des flux d'entrée et de sortie. Monsieur le Maire répond que cela était prévu dans les avant-projets acceptés dans la précédente mandature. Cette orientation sera maintenue dans le projet qui sera proposé au conseil municipal dès lors qu'il s'agit d'une zone d'activités.*  
-----

## **VOIRIE**

### **2014.088 – Approbation du programme de voirie 2014**

Monsieur René LABBÉ, adjoint en charge de la voirie, indique que dans sa réunion du 15 mai dernier, la commission « Voirie » a défini un certain nombre de tronçons de voirie communale qui nécessitent une modernisation sur l'année en cours.

Il rappelle qu'un programme de 300 000 € a été ouvert au budget primitif 2014 pour ce programme et soumet à l'assemblée les propositions de la commission :

#### **Travaux de modernisation**

- ☐ La Roche (de la D76 à l'entrée du Hameau)
- ☐ La Catelais
- ☐ Entrées Aire de Repos
- ☐ La Rimbaudais (Poste relevage)
- ☐ Trottoir – Rue du Point du Jour
- ☐ Impasse des Mésanges
- ☐ V.C. de Bellevue à la Grande fontaine

#### **Outre ces travaux de modernisation de voies, les travaux d'entretien suivants sont proposés :**

- La Basse Madeleine (élargissement-reprofilage-busage)
- Enrobé de la Croix de Bois à la Grande Fontaine
- Empierrement « Les Hêtres »
- Tri-couche « Les Vignettes »
- Aménagement autour de l'abribus du Fougeray

Suivant les montants des travaux, un programme pourra être entamé sur les chemins ruraux.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 CONTRE : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal**, à l'unanimité, **APPROUVE** le programme de voirie 2014 tel que présenté ci-dessus.

#### Observations :

- *Revenant sur l'ouverture d'une voie provisoire dans l'impasse des Mésanges, Monsieur Stéphane COURDENT, conseiller municipal, s'étonne que la collectivité soit tenue d'aménager sa voirie pour répondre aux exigences en matière de réglementation relative à la collecte des déchets à savoir, l'interdiction faite aux camions bennes de reculer. Monsieur le Maire répond que la collecte incombe à SAINT-MALO Agglomération, les aménagements requis sont à la charge de la commune.*
- *Madame Chantal BREVAULT, conseillère municipale, fait part de la dangerosité de la signalisation temporaire (feux alternatifs) posée par l'entreprise Santerne au niveau de la rue de La Madeleine pour les travaux sur réseaux. Monsieur René LABBE indique que le nécessaire serait fait auprès de la société SANTERNE.*

- Monsieur Loïc LESNE, conseiller municipal, déclare qu'il conviendrait de déposer les baliroads positionnés au lieu-dit La Grande Fontaine, le test d'aménagement ne se révélant pas concluant. Monsieur René LABBE répond que des travaux sont prévus dans le cadre du programme de voirie.
- Monsieur le Maire informe l'assemblée que des réserves ont été émises sur les travaux de voirie réalisés à la Massuère – les 4 Chemins et que le tronçon va être repris par l'entreprise.

#### **2014.089 – Projet de modification du tracé d'un chemin communal lieu-dit « LE BOUILLON »/ Enquête Publique**

Monsieur René LABBÉ, adjoint aux travaux, expose que la commune est saisie d'une demande de modification du tracé d'un chemin communal sur la parcelle cadastrée W 256, propriété de l'indivision Robin-Bévière.

Un chemin communal contourne actuellement 2 côtés de la parcelle W 256 en longeant les propriétés W 327 et W 61.

Les terrains W 61, 62, 71, 327 et 256 forment actuellement une même emprise foncière, propriété de l'indivision Robin- Brévière. Aussi, pour une commodité d'exploitation de ces parcelles par le GAEC LESNE, les consorts Robin-Brévière souhaitent un déplacement du chemin sur les 2 autres côtés de la parcelle W 256.

Il appartient à la commune, au moyen d'une enquête publique réglementaire, de vérifier que le nouveau tracé ne créera pas de difficulté en matière de desserte des parcelles riveraines.

Les propriétaires riverains seront avisés de la tenue de cette enquête réglementaire.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur rendra son rapport et ses conclusions au Maire.

Au vu de ces pièces, le conseil municipal délibèrera sur la modification dudit chemin ainsi que sur les conditions de de création du nouveau tracé (*dimensionnement, matériaux employés pour sa fondation..*), sachant que tous les frais inhérents à cette opération (*bornage, acte, réalisation du chemin...*) incomberont au demandeur.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

#### **Le Conseil Municipal**

- **SE DECLARE FAVORABLE** à l'ouverture d'une enquête publique locale de 15 jours en vue de la modification du tracé du chemin communal situé au lieu-dit «Le Bouillon » sur la parcelle W 256,
- **DIT** que toutes les modalités de cette enquête (*dates de début et de fin, désignation du commissaire-enquêteur, dates et jours de permanence...*) seront fixées par arrêté municipal,
- **DIT** que les propriétaires, locataires, et riverains des parcelles concernées par le projet de modification du tracé seront informés individuellement,
- **DIT** qu'à l'issue de l'enquête, au vu du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur, le conseil municipal délibèrera sur les conditions de modification dudit chemin, sachant que tous les frais inhérents à cette opération (*bornage, acte, réalisation du chemin...*) incomberont au demandeur.

#### **2014.090 - DECLASSEMENT d'une portion de CHEMIN COMMUNAL / lieu-dit « LA LIGNERIE »/ enquête publique**

Monsieur René LABBÉ, adjoint aux travaux, expose que la commune est saisie d'une demande de déclassement de chemin communal par Monsieur Jean-Claude SEURET, intervenant pour le compte de l'indivision Seuret (La Lignerie).

Un chemin communal relie le lieu-dit « Les Ruisseaux » au lieu-dit « Pont de Mer ». Il contourne la parcelle C 199 et passe entre les parcelles C 200 et C 201, propriétés Seuret. Le chemin semble inutilisé depuis plusieurs dizaines d'années et est devenu un fossé.

La demande porte sur le déclassement de la partie située entre les n° C 200 et C 201 (environ 90 m<sup>2</sup>).

Le déclassement du domaine public communal à cet endroit permettrait à l'indivision Seuret de créer une entité foncière.

Avant de décider du déclassement du chemin communal, il appartient à la commune, au moyen d'une enquête publique réglementaire, de vérifier que ce chemin est désaffecté et qu'aucune parcelle riveraine ne risque un enclavement s'il vient à être cédé. Les propriétaires riverains seront avisés de la tenue de cette enquête réglementaire.

Le service FRANCE DOMAINE sera saisi pour évaluer la portion de chemin qui fait l'objet du déclassement.  
A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur rendra son rapport et ses conclusions au Maire. Au vu de ces pièces, le conseil municipal délibèrera sur le déclassement dudit chemin ainsi que sur les conditions de la cession à l'indivision Seuret.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

#### **Le Conseil Municipal**

- **SE DECLARE FAVORABLE** à l'ouverture d'une enquête publique locale de 15 jours en vue de la modification du tracé du chemin communal situé au lieu-dit « Le Bouillon » sur la parcelle W 256,
- **DIT** que toutes les modalités de cette enquête (*dates de début et de fin, désignation du commissaire-enquêteur, dates et jours de permanence....*) seront fixées par arrêté municipal,
- **DIT** que les propriétaires, locataires, et riverains des parcelles concernées par le projet de déclassement seront informés individuellement,
- **DIT** qu'à l'issue de l'enquête, au vu du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur, le conseil municipal délibèrera sur le déclassement dudit chemin et sur les conditions de cession de celui-ci, sachant que tous les frais inhérents à cette opération (*bornage, acte, ...*) incomberont au demandeur.

#### **2014 .091 - Modification du tracé d'un chemin communal / lieu-dit « LA HAUTE BARBOTAIS » / enquête publique**

Monsieur René LABBÉ, adjoint aux travaux, expose que la commune est saisie d'une demande de modification du tracé d'un chemin communal par Monsieur et Madame LE BOURG au lieu-dit « La Haute Barbotais ».

Un projet de division a été établi par le cabinet de géomètre de M. Forgeoux (*Saint-Malo*) qui prévoit :

- une emprise de 20 m<sup>2</sup> environ à céder par la commune à M et Mme Le Bourg
- une emprise de 6 m<sup>2</sup> environ à céder par M et Mme Le Bourg

Il appartient à la commune, au moyen d'une enquête publique règlementaire, de vérifier que le nouveau tracé ne créera pas de difficulté en matière de desserte des parcelles riveraines.

Les propriétaires riverains seront avisés de la tenue de cette enquête réglementaire.

Le service FRANCE DOMAINE sera saisi pour évaluer les emprises concernées.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur rendra son rapport et ses conclusions au Maire. Au vu de ces pièces, le conseil municipal délibèrera sur les conditions de cette modification de tracé et sur l'échange envisagé.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

#### **Le Conseil Municipal**

- **SE DECLARE FAVORABLE** à l'ouverture d'une enquête publique locale de 15 jours en vue de la modification du tracé du chemin communal situé au lieu-dit « La Haute Barbotais » au niveau de la propriété Seuret,
- **DIT** que toutes les modalités de cette enquête (*dates de début et de fin, désignation du commissaire-enquêteur, dates et jours de permanence....*) seront fixées par arrêté municipal,
- **DIT** que les propriétaires, locataires, et riverains des parcelles concernées par le projet de modification du tracé seront informés individuellement,
- **DIT** qu'à l'issue de l'enquête, au vu du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur, le conseil municipal délibèrera sur les conditions de cette modification de tracé et sur l'échange envisagé, sachant que tous les frais inhérents à cette opération (*bornage, acte, réalisation du chemin...*) incomberont au demandeur.

Observations : *Monsieur Samuel LESAGE, conseiller municipal, déclare qu'il y aurait lieu de répertorier l'ensemble des chemins communaux afin de vérifier ceux qui sont toujours en usage et ceux qui sont tombés en désuétude. Monsieur René LABBE répond qu'il souhaite cet inventaire et propose que ce travail soit réalisé dans le cadre de travaux d'un étudiant.*

---

## **BATIMENTS**

### **2014.092 – Réfection de la toiture de la salle n°2 du complexe sportif – Résultat de la consultation**

Monsieur Yvonnick DUVAL, adjoint en charge des bâtiments, rappelle que dans sa séance du 10 mars 2014, le conseil municipal a autorisé l'engagement d'une consultation d'entreprises, sous la forme d'une procédure adaptée, pour la réfection de la toiture de la salle 2 du complexe sportif.

Il indique qu'au cours de la consultation, 14 dossiers ont été retirés sur la plate-forme de dématérialisation Mégalis. A l'issue de cette phase, la collectivité a réceptionné 2 offres.

Vu la régularité des offres obtenues et après analyse des pièces constitutives du marché, la commission des marchés, réunie le 2 juin 2014, propose au conseil municipal de retenir l'offre de l'entreprise CONSTRUCTION MARTIN (*domiciliée 17 rue l'Abbé Bridel –BP19 – 35640 Martigné Ferchaud*), mieux-disante, aux conditions suivantes :

tranche ferme (*désamiantage-couverture*) 86 852,49 € HT + option « ardoise » 4 582,60 € HT,

soit un total de 91 435,09 € HT (109 722,11 € TTC)

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **DECIDE** d'attribuer le marché de réfection de la toiture du complexe sportif – salle n°2- l'entreprise CONSTRUCTION MARTIN (*domiciliée 17 rue l'Abbé Bridel –BP19 – 35640 Martigné Ferchaud*), mieux-disante, dans les conditions financières précitées,
- **AUTORISE** le Maire à signer le marché à intervenir avec ledit prestataire et toutes les pièces afférentes à ce dossier de travaux.

### **2014.093 – Eglise – travaux sur les cloches et mise en conformité du paratonnerre**

Monsieur Yvonnick DUVAL, adjoint en charge des bâtiments, rappelle qu'un programme d'investissement a été ouvert au budget primitif en vue de travaux à effectuer dans le clocher de l'église, ceci suite au rapport produit par la société chargée de la maintenance des cloches.

Les travaux suivants ont été répertoriés : *nouveau coffret électrique de cloches, remplacement des battants de cloches, tirages et suspensions, remplacement de l'abat-son est et mise en conformité de l'installation paratonnerre.*

Monsieur Duval explique que deux sociétés spécialisées ont produit des devis pour ces travaux de rénovation.

Il propose de retenir l'offre la mieux-disante, à savoir celle la société Alain MACÉ (*domiciliée 2 bis route des croix - 22800 Plaine-Haute*) qui se décompose comme suit : travaux sur les cloches 15 967,34 € TTC + mise en conformité de l'installation paratonnerre 4 894,47 € TTC, soit un devis total de 20 861,81 € TTC

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                      CONTRE : 0                      Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **DECIDE** de confier les travaux sur les cloches et la mise en conformité de l'installation paratonnerre à la société Alain MACÉ (*domiciliée 2 bis route des croix -22800 Plaine-Haute*), mieux-disante, pour un montant total de 20 861,81 € TTC,
- **AUTORISE** le Maire à commander lesdits travaux auprès du prestataire et à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

## VIE ASSOCIATIVE

### 2014.094 – Attribution des subventions aux associations

Madame Soizick CHAMIOT-PONCET, Adjointe à la vie associative, indique que la commission « Vivre à Saint-Mélor des Ondes » s'est réunie le 26 mai 2014 pour examiner les demandes de subvention 2014 des associations locales et extérieures.

Elle rappelle les pièces justificatives exigées à l'appui des demandes et précise que le mode de calcul utilisé pour l'octroi de subvention aux associations sportives a été quelque peu modifié. *Il s'établit comme suit :*

- *Association sportive dont le siège social est à Saint-Mélor des Ondes :*  
26 €/enfant (jusqu'à 18 ans), 7 €/adulte et 10 % du montant des frais de rémunération d'un éducateur
- *Association sportive dont le siège sociale est en dehors de Saint-Mélor des Ondes :*  
20 €/enfant (jusqu'à 18 ans), 5 €/adulte et 10 % du montant des frais de rémunération d'un éducateur.

Elle précise qu'à l'avenir, il sera réclamé aux associations de produire un listing de leurs adhérents comportant les adresses des domiciles.

La commission propose les attributions suivantes :

Associations sportives	Subvention	Subvention Complémentaire	Total 2014
Tennis	3 578,00 €		3 578,00 €
Mélorienne Badminton	1 155,00 €		1 155,00 €
Mélorienne Football	2 557,00 €	2 000,00 €	4 557,00 €
Harem du Pays Malouin de Danse Orientale	1 446,00 €		1 446,00 €
Judo Club Mélorien	1 400,00 €	750,00 €	2 150,00 €
Aikido-Dojo Mélorien	325,00 €		325,00 €
St Mélor rando country	1 778,00 €		1 778,00 €
Gymnastique Volontaire Féminine	1 239,00 €		1 239,00 €
Korigan Karaté Club Mélorien	782,00 €		782,00 €
Saint-Mélor Tout Court	630,00 €		630,00 €
Mélorienne Tennis de Table	723,00 €		723,00 €
Atelier de danse Chorégraphique Malouin	420,00 €		420,00 €
Marchons à Saint-Mélor	756,00 €		756,00 €
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>16 789,00 €</b>	<b>2 750,00 €</b>	<b><u>19 539,00 €</u></b>

Pour les autres associations, la commission propose les montants de subvention suivants :

<b>AUTRES ASSOCIATIONS MELORIENNES</b>	<b>Subvention 2014</b>
APEL	<b>330,00 €</b>
APEEP	<b>330,00 €</b>
Mini Auto Club Mélorien	<b>300,00 €</b>
RNJA JA2 Junior Association	<b>250,00 €</b>
Festy Village	<b>1 500,00 €</b>
ACCA Chasse	<b>330,00 €</b>
Club Bonne Amitié	<b>710,00 €</b>
UMAC Anciens Combattants	<b>700,00 €</b>
Patrimoine et Souvenir de Saint-Méloir	<b>150,00 €</b>
Bibliothèque Pour Tous	<b>1 100,00 €</b>
Ecole de Musique de Cancale	<b>7 880,00 €</b>
Amicale du Personnel Communal	<b>550,00 €</b>
U.C.A. (Fête de la Musique)	<b>500,00 €</b>
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b><u>14 630,00 €</u></b>

Pour les autres associations demandeuses, la commission a tenu à privilégier les associations à but caritatif et humanitaire. Les sommes suivantes sont proposées :

<b>AUTRES ASSOCIATIONS</b>	<b>Subvention 2014</b>
Sobriété Liberté Santé	<b>50,00 €</b>
Papillons Blancs	<b>50,00 €</b>
Croix Rouge Française	<b>130,00 €</b>
Prévention Routière	<b>110,00 €</b>
A.D.M.R.	<b>100,00 €</b>
Virade de l'Espoir	<b>420,00 €</b>
Banque Alimentaire	<b>150,00 €</b>
Restos du Cœur	<b>100,00 €</b>
Donneurs de sang	<b>110,00 €</b>
Loisirs Pluriels	<b>50,00 €</b>
Téléthon AFM	<b>220,00 €</b>
handicap sport Art 35	<b>50,00 €</b>
Ligue contre le cancer	<b>50,00 €</b>
France ADOT	<b>50,00 €</b>
Croix d'Or	<b>50,00 €</b>
Société Protectrice des Animaux	<b>50,00 €</b>
Société Nationale de Sauvetage en Mer	<b>170,00 €</b>
familles de Marins Péris en Mer	<b>100,00 €</b>
FEVILDEC (piégeage ragondins)	<b>460,00 €</b>
Secours Catholique	<b>50,00 €</b>
	<b><u>2 520,00 €</u></b>

**TOTAL GENERAL**

**36 689.00 €**

Mesdames Soizick CHAMBIOT-PONCET, Huguette THOMAS, Messieurs Jérôme SIGURET, Stéphane COURDENT et Rémy GIZARD ne prennent pas part au vote concernant l'association dont ils sont membres.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, **le Conseil Municipal, à l'unanimité, VOTE** les attributions de subventions aux associations telles que présentées ci-dessus et **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder à leur mandatement.

-----  
Observations :

- Madame Soizick CHAMBIOT-PONCET, adjointe à la vie associative, indique que la subvention du ROLLER CLUB sera examinée à l'occasion de la prochaine séance du conseil municipal, dès lors que l'association aura produit à la ville son bilan financier.
  - Monsieur le Maire précise que la commission propose d'attribuer à l'association Festy Village une subvention de 1 500 euros, considérant que la subvention accordée jusqu'alors servait pour bonne partie à l'achat de matériels pour l'association. La commission a considéré qu'il serait plus judicieux qu'un matériel festif (ex : podium), à usage partagé, soit acquis directement par la ville. Monsieur le Maire ajoute qu'il recevra, s'il le souhaite, le Président de l'association pour lui exposer la position de la commune. Il va de soi que si l'association venait à organiser dans l'année une manifestation spécifique, l'association pourrait présenter une nouvelle demande d'aide.
  - Monsieur Stéphane JENOUVRIER, Conseiller Municipal, indique qu'il y a bien lieu de considérer l'association « Marchons à Saint-Méloir » comme une association sportive.
  - Monsieur le Maire précise que le mode de calcul utilisé pour l'octroi des subventions devra être révisé.
  - Concernant la subvention versée à la société de sauvetage en mer, Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint, demande de vérifier si le bénéficiaire est bien la société basée au niveau local, à Cancale.
  - Monsieur Dominique de LA PORTBARRE, Conseiller Municipal, s'interroge sur la subvention proposée pour l'association FEVILDEC pour le piégeage des ragondins, sachant que les privés doivent payer leur propre prestataire pour la destruction de nids de guêpe ou autres. Monsieur le Maire souligne que les ragondins occasionnent de gros dégâts sur la digue et que les seuls personnes habilitées à leur destruction sont les chasseurs agréés.
  - Monsieur Sébastien PLIHON, Conseiller Municipal, se déclare défavorable au versement d'une subvention à la « MAM Bugalé », considérant qu'il s'agit là de l'exercice d'une activité professionnelle lucrative et que ce subventionnement rompt l'équité de traitement vis-à-vis des assistantes maternelles qui exercent à domicile. Il propose un vote séparé sur cette subvention.
- 

**2014.095 - Subvention « MAM Bugalé »**

Concernant la subvention pour la « MAM Bugalé », Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à se prononcer sur un versement de 400 € à cette association.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 12

Contre : 8

Abstentions : 7

**Le Conseil Municipal, à la majorité, DÉCIDE** de verser une subvention de 400 € à la « MAM Bugalé » au titre de l'année 2014 et **CHARGE** Monsieur le Maire de verser ladite subvention

-----  
**AFFAIRES SCOLAIRES**

**2014.096 – Subvention exceptionnelle à l'école publique /Séjour en Guadeloupe**

(Monsieur Sébastien PLIHON, conseiller municipal, quitte la séance pendant l'examen et le vote de cette question.)

Madame Marylène DUFAIX, adjointe aux affaires scolaires, informe l'assemblée que l'école publique sollicite une subvention exceptionnelle pour financer un séjour en Guadeloupe.

Elle présente le projet pédagogique qui s'intitule « Bienvenue à bord », bâti autour d'un échange entre deux classes (CM1/CM2) pour connaître les spécificités et les modes de vie de 2 départements français, la Guadeloupe et l'Ille et Vilaine, et ceci à travers la course de la « Route du Rhum ».

Dans ce cadre, un séjour en Guadeloupe des élèves de CM2 est prévu du 17 au 23 novembre 2014.

La commune est sollicitée pour une participation au financement du projet dont le coût total prévisionnel s'établit à 32 088 euros.

Madame Dufaix explique que les familles sont sollicitées à hauteur de 500 euros, les autres recettes attendues devant émaner du produit des manifestations et des demandes de subvention.

Elle fait état de la forte mobilisation qui s'est levée autour de ce projet, tant au niveau de l'équipe enseignante que des parents d'élèves et partenaires de l'école, et propose que la commune accorde une participation de 50 euros par élève participant au séjour : soit 50 € x 25 élèves = 1 250 euros.

Monsieur le Maire ajoute qu'au-delà de la simple participation financière, cette subvention communale serait la reconnaissance du travail effectué par les parents d'élèves l'école autour d'un projet pédagogique fédérateur.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 26

CONTRE : 0

Abstention : 0

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

**ACCEPTE** d'apporter une subvention de 1 250 euros au projet de séjour en Guadeloupe présenté par l'école publique pour le séjour en Guadeloupe de la classe de CM2,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer le paiement de cette subvention à l'ordre de l'APEEP (*association des parents d'élèves de l'école publique*).

-----  
Observations :

- *Monsieur Jérôme SIGURET, conseiller municipal, fait observer que ce projet pédagogique bénéficie d'un avis favorable de l'académie. Il ajoute qu'il n'aurait d'ailleurs pas pu voir le jour sans le consentement et l'adhésion des 25 familles concernées, et ceci depuis le départ. Il est à noter que ce séjour devrait offrir une bonne vitrine à la commune en termes de médiatisation.*
  - *Monsieur Stéphane COURDENT, conseiller municipal, remarque que ce projet qui concentre beaucoup de moyens ne bénéficiera toutefois qu'à une seule classe de l'établissement. Il indique que si la commune doit encourager l'initiative, l'aide doit être dédiée au financement du séjour des enfants et non de leurs accompagnateurs. Madame Dufaix, adjointe, répond que tel est le cas, puisqu'il est proposé un montant de participation de 50 euros par élève.*
- 

#### **2014.097 – Réforme des rythmes scolaires/Mise en place des temps d'activités périscolaires**

Madame Marylène DUFAIX, adjointe aux affaires scolaires informe l'assemblée que la commission des affaires scolaires et le Comité de Pilotage se sont récemment réunis afin de mettre au point le contenu des temps d'activités périscolaires qui seront proposés aux enfants des écoles à compter de la prochaine rentrée.

Elle rapporte les dernières instructions provenant du Ministère de l'Education Nationale qui ont été exposées aux élus lors d'une réunion le 15 mai dernier à Saint-Domineuc.

Il est ainsi préconisé de mettre au point un projet éducatif qui ne comporte pas trop d'activités thématiques, ceci de façon à offrir à l'enfant un vrai moment de loisir et détente sur le temps périscolaire. En conséquence, pour respecter la philosophie générale de la réforme et les nouvelles directives, le projet proposé comportera moins d'activités dédiées et davantage d'ateliers d'animations pluridisciplinaires. Ces activités auront dans tous les cas un aspect ludique afin de bien les distinguer du temps d'enseignement.

Elles seront dispensées par des personnes qualifiées, détentrices d'un brevet d'animateur (BAFA), d'un CAP Petite Enfance ou qui ont une expérience auprès des enfants. Un coordinateur désigné par la commune aura pour fonction de gérer l'équipe d'intervenants et l'ensemble des activités.

Monsieur le Maire rappelle que la volonté est de proposer aux enfants des prestations de qualité, gratuites, et un même niveau de service pour tous, sachant que le prix de revient à la charge de la commune est de l'ordre de 150 €. Pour cette première année de fonctionnement, la commune veille particulièrement à mettre au point un projet qui présente les meilleures garanties en termes d'encadrement et de sécurité pour les enfants. Au fil des retours d'expérience, des adaptations pourront naturellement être apportées.

## **Rappel de l'organisation de l'année 2014/2015**

### **- Détermination des jours**

Compte tenu des disponibilités de locaux, pour la 1<sup>ère</sup> année de fonctionnement, le planning hebdomadaire se présente comme suit : activités périscolaires le lundi et jeudi pour l'école publique ; le mardi et le vendredi pour l'école privée

### **- Détermination des périodes :**

L'année a été partitionnée en trois périodes globalement équilibrées en nombre de jours et qui permettent de conserver une bonne continuité au niveau des activités proposées.

*de la rentrée de septembre à fin décembre, de début décembre à la mi-mars, de mi-mars à la fin de l'année scolaire*

## **Le règlement**

Il est rappelé que le temps périscolaire est un temps facultatif proposé par la commune aux enfants entre 15h et 16h30 les jours où la classe finit à 15h00. S'agissant donc d'un temps optionnel, les enfants qui souhaiteront bénéficier de ces activités périscolaires devront faire l'objet d'une inscription.

Les enfants qui ne seront pas inscrits aux activités quitteront l'école à la fin des classes à 15h00 pour rejoindre leur famille. Aucune garderie ne sera ouverte à 15h00 ; celle-ci ne débutera qu'à compter de 16h30, comme cela se pratique aujourd'hui.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27

CONTRE : 0

Abstention : 0

### **Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **APPROUVE** le projet de temps d'activités périscolaires et son règlement, tels que présentés ci-dessus, qui entreront en vigueur à la rentrée prochaine,
- **SOLLICITE** la mise à disposition par le SIAJE de Madame Aurélie BAUER, directrice, pour assurer la coordination des activités et des intervenants,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à recruter les personnels et prestataires nécessaires à la mise en œuvre du projet et **l'AUTORISE** à fixer les rémunérations et défraiements afférents.

## **CONSEIL MUNICIPAL DES ENFANTS**

### **2014.098 – Aménagement d'un skate parc/Présentation des devis (sol et modules)**

Madame Marylène DUFAIX, adjointe aux affaires scolaires, rappelle que dans sa séance du 3 février 2014, le conseil municipal a émis un avis favorable à la conception d'un skate parc, projet présenté par le conseil municipal des enfants. Des crédits d'investissement à hauteur de 50 000 euros ont été ouverts à cet effet au budget primitif 2014.

Madame Dufaix soumet à l'assemblée les devis recueillis pour cet équipement et propose de retenir les entreprises suivantes :

- Conception du sol : Entreprise EVEN (Pleurduit-35) / 18 406,20 € TTC (*dans le cadre du marché de voirie à bons de commande*)
- Fourniture et installation des modules : Société KASO (Andernos Les Bains-33) / 26 796,00 € TTC (*délai de 7 semaines à compter de la réception de la commande*)

soit un montant total de 45 202,20 € TTC pour la réalisation du skate parc

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27

CONTRE : 0

Abstention : 0

### **Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **VALIDE** les propositions présentées ci-dessus et **CONFIE** l'aménagement du skate parc aux sociétés suivantes :

- Réalisation du sol par la société EVEN (Pleurduit-35) dans le cadre de son marché de voirie à bons de commande pour la somme de 18 406,20 € TTC ,
- Fourniture et installation des modules par la Société KASO (domiciliée 3 avenue Gustave Eiffel – 33510 Andernos Les Bains) pour la somme de 26 796,00 € TTC .

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

-----  
*Observation : Monsieur Sébastien PLIHON, conseiller municipal, indique que l'inauguration de cet aménagement pourrait être l'occasion d'organiser une démonstration de skate.*

-----  
**AFFAIRES SOCIALES**

**Communication sur la composition du Centre Communal d'Action Sociale**

Madame Odile CASU, Adjointe aux affaires sociales, rappelle que par délibération en date du 7 avril 2014, le Conseil Municipal a fixé le nombre des membres du Conseil d'Administration du centre communal d'action sociale respectivement élus et nommés. Monsieur René BERNARD, Maire, est Président de droit de ce conseil d'administration.

Ont été élus :

Madame Odile CASU, Adjointe, Vice-Présidente,  
 Monsieur Yvonnick DUVAL, Adjoint,  
 Madame Catherine VILLENEUVE, Conseillère Municipale  
 Madame Madeleine MALOIZEL, Conseillère Municipale  
 Madame Sylvie LE SCORNET, Conseillère Municipale  
 Madame Huguette THOMAS, Conseillère Municipale  
 Madame Virginie LEPAIGNEUL, Conseillère Municipale  
 Monsieur Michel VUILLAUME, Conseiller Municipal

Elle indique que par arrêté en date du 2 mai 2014, Monsieur le Maire a nommé les personnes suivantes :

Monsieur Raphaël COEURU, représentant le domaine de l'insertion et la lutte contre l'exclusion  
 Madame Marie-Claire JENOUVRIER, représentant les familles  
 Madame Germaine QUADOUT, représentant les personnes âgées et retraités  
 Madame Martine MONSIMET, représentant les personnes handicapées  
 Madame Jacqueline BIOT, personne qualifiée  
 Monsieur Vincent COLLET, personne qualifiée  
 Madame Annick ROUAULT, personne qualifiée  
 Madame Arlette TARDIEU, personne qualifiée

Le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents, **PREND ACTE** de la composition du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale.

-----  
**AFFAIRES GENERALES**

**2014.099 – Composition de la commission communale des impôts directs**

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que l'article 1650 – paragraphe 3 du Code Général des Impôts précise que la durée du mandat des membres de la commission communale des impôts directs est la même que celle du mandat du conseil municipal, et que de nouveaux commissaires doivent nommés dans les deux mois qui suivent le renouvellement général des conseils municipaux.

Monsieur le Maire précise que, outre le Maire ou l'Adjoint délégué, qui en assure la présidence, cette commission comprend huit commissaires titulaires ainsi que huit commissaires suppléants choisis par le Directeur des Services fiscaux, sur une liste de contribuables, en nombre double, dressée par le conseil municipal.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27

Contre : 0

Abstention : 0

**Le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents, PROPOSE les personnes dont les noms suivent :**

**Commissaires titulaires domiciliés dans la commune**

- Madame CASU Odile, 6 rue du Puits Auray
- Madame DUFAIX Marylène, 20 rue de la Gare
- Madame CHAMBIOT-PONCET Soizick, 3 rue des Aulnes
- Madame BREVAULT Chantal, Thion
- Madame MALOIZEL Madeleine, 38 rue de Radegonde
- Madame THOMAS Huguette, 1, Le clos Notre Dame
- Monsieur VUILLAUME Michel, Le Petit Porcon
- Monsieur GIZARD Rémy, 16 rue d'Émeraude
- Monsieur COEURU Raphaël, 13 rue de la Ville Margot
- Monsieur BASLE Olivier, Bellevue
- Madame HUBERT Pierrette, La Ville Jean
- Madame MONSIMET Martine, 3 La Rimbaudais
- Monsieur BUNOUF Joseph, Le Buot
- Monsieur LOQUET Paul, 25 rue des Chênes Verts

**Commissaire titulaire domicilié hors commune**

- Monsieur MARY Yannick, rue Mittelwihr - 35260 CANCALE

**Commissaires suppléants domiciliés dans la commune**

- Monsieur LABBE René, La Grande Ville es Gars
- Madame LEPAIGNEUL Virginie, Le Bois Mandé
- Madame VILLENEUVE Catherine, 17, le Fougeray
- Monsieur BOULEUC Yves, 26 rue du Puits Auray
- Monsieur JENOUVRIER Stéphane, La Basse Roche
- Monsieur LESAGE Samuel, Le Mur Blanc
- Madame PERRIGAULT Chantal, La Basse Roche
- Madame MARTIN Brigitte, Le Buot
- Madame TARDIEU Arlette, 34 rue du Clos Poulet
- Monsieur GUILLOIS Georges, 18 La Roche
- Madame QUADOUT Germaine, rue de la Gare
- Monsieur LESNE Jean-Michel, Le Bouillon
- Madame SARCIAUX Marie-Thérèse, 9 rue de la Main d'Argent
- Monsieur MILLET Clément, 8, Le Pont Benoît
- Monsieur BIOT Jean-Michel, 21 rue de Radegonde

**Commissaire suppléant domicilié hors commune**

- Monsieur BAUDRY Gérard, 5 impasse du Dick - 35114 Saint- Benoît des Ondes

**2014.100 – Désignation d'un commissaire pour la commission intercommunale des impôts directs**

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que la commission intercommunale des impôts est constituée par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité professionnelle unique dans les deux mois qui suivent leur installation.

Cette commission, formée par Saint-Malo Agglomération, a notamment pour objet de se prononcer sur les évaluations foncières des locaux commerciaux, des biens divers et des établissements industriels. Il est demandé à l'assemblée de désigner un commissaire.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27 Contre : 0 Abstention : 0

**Le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents, DESIGNÉ** Monsieur Michel VUILLAUME, Conseiller Municipal, pour siéger à la commission intercommunale des impôts directs de sein de Saint-Malo Agglomération.

**2014.101 – Avis sur l'adhésion de cinq nouvelles communes au Syndicat Mixte du sage Rance Frémur**

Monsieur le Maire expose que suite à la dissolution de la communauté de communes du pays de Bécherel au 1<sup>er</sup> janvier 2014, cinq communes d'Ille et Vilaine étaient tenues d'intégrer de manière directe le Syndicat mixte de portage du SAGE Rance Frémur et ont délibéré favorablement pour cela. Il s'agit des communes de : Bécherel, Irodouer, La Chapelle Chaussée, Les Iffs et Saint-Pern.

Lors de sa séance du 10 mars 2014, le comité syndical a validé, à l'unanimité, l'adhésion de ces 5 nouvelles communes et saisit désormais, pour avis, l'ensemble de ses communes membres.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                                  CONTRE : 0                                  Abstention : 0

**Le Conseil Municipal**, à l'unanimité, **APPROUVE** l'adhésion au syndicat mixte de portage du SAGE Rance Frémur des communes de Bécherel, Irodouer, La Chapelle Chaussée, Les Iffs et Saint-Pern.

#### **2014.102 – Désignation d'un élu référent pour la prévention routière**

Monsieur le Maire explique que sur demande de la DDTM 35 (*Direction départementale des territoires et de la mer*), l'assemblée est invitée à désigner parmi ses membres un référent « sécurité routière ».

Cet élu aura un rôle transversal pour porter la politique publique de prévention et de sensibilisation à la sécurité routière auprès des habitants de la commune.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 27                                  CONTRE : 0                                  Abstention : 0

**Le Conseil Municipal**, à l'unanimité, **DESIGNE** Madame Marylène DUFAIX, élue référente pour la sécurité routière.

#### **Tirage au sort des jurés d'assises**

En application des articles 260 et 261 du Code de procédure pénale et sur instruction de Monsieur le Préfet d'Ille et Vilaine, Monsieur le Maire invite l'assemblée à tirer au sort, sur la liste électorale de la commune, 9 personnes destinées à figurer sur la liste préparatoire de la liste annuelle des jurés pour l'année 2015.

VU la liste électorale arrêtée au 28 février 2014 et après tirage au sort,

Le Conseil Municipal, **A DESIGNÉ** les neuf personnes susceptibles d'être recrutées au niveau départemental pour servir de jurés à la Cour d'Assises de Rennes.

-----

#### **DIVERS**

- **RECENSEMENT DE LA POPULATION** : Monsieur le Maire indique qu'une enquête de recensement de la population aura lieu du 15 janvier au 14 février 2015.
- **PRIX DE L'ACCESSIBILITÉ** : Monsieur le Maire rappelle que la commune est lauréate 2013/2014 du prix « Recueil des belles pratiques et des bons usages en matière d'accessibilité de la cité » initié par les ministères du développement durable et du logement. Celui-ci sera remis par Madame la Ministre de l'écologie et du développement durable le vendredi 13 juin prochain en clôture des Assises nationales de l'accessibilité. Il indique que Madame Virginie Lepaigneul, conseillère municipale, et lui-même se rendront à Paris pour recevoir le prix.

*La séance est levée à 0 h 15  
Saint-Méloir des Ondes, le 2 Juin 2014*

Le Secrétaire de séance,  
**Samuel LESAGE**

le Maire,  
**René BERNARD**